

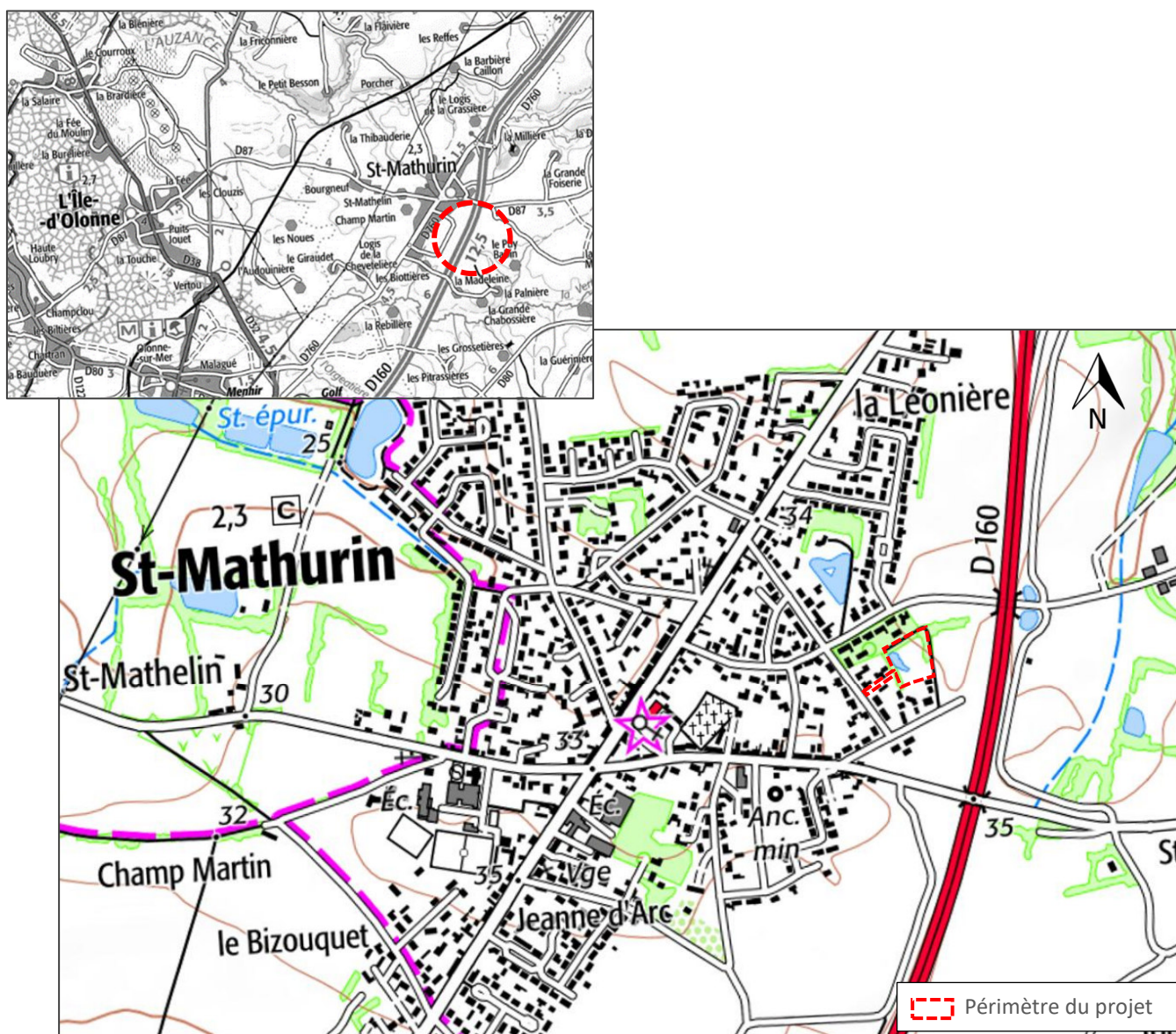
SOMMAIRE DES ANNEXES

1.	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE.....	2
2.	PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L'ETAT ACTUEL.....	3
3.	OCCUPATION DES SOLS.....	3
4.	PRESENTATION DU PROJET	8
5.	EXTRAIT CADASTRAL	11
6.	EXTRAIT DU DOCUMENT D'URBANISME	12
7.	MILIEUX NATURELS ET INVENTAIRES	13
8.	PREVENTION DU BRUIT	24
9.	CAPTAGE D'EAU POTABLE	25
10.	ZONES DE REPARTITION DES EAUX (ZRE)	26
11.	RISQUES MAJEURS.....	27
12.	SITES CLASSES ET SITES INSCRITS	30
13.	MONUMENTS HISTORIQUES	31
14.	PROGRAMMES D'AMENAGEMENT DANS LE SECTEUR	32



1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

La SARL **SIPO PHILAM** souhaite aménager un lotissement à usage d'habitation à l'Est du centre-bourg de Saint-Mathurin. Cet aménagement dénommé "Les Landes de Gabin" a pour vocation de réaliser 9 lots cessibles accessibles depuis une voie en impasse à créer. Ce projet fait l'objet d'une demande de Permis d'Aménager.



Extrait du plan IGN (geoportail.fr)



2. PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L'ETAT ACTUEL

cf. Plan topographique en annexe (GEOUEST, février 2024)

3. OCCUPATION DES SOLS

3.1. Autour du site

Le futur lotissement est localisé à l'Est du centre-bourg de Saint-Mathurin. Les abords du site présentent :

- au Nord, à l'Ouest et au Sud par des habitations existantes ;
- à l'Est, par des parcelles agricoles puis la route départementale n°160 ;



Extrait de la photographie aérienne (geoportail.fr)



3.2. Photos de l'état existant

Le parcellaire est occupé par un fond de jardin.



Localisation des photos prises sur le site (GEOUEST, 2023)

Photos prises en date du 16 novembre 2023 (GEOUEST).



Photo 1 depuis le Sud vers l'Ouest



Photo 2 depuis le Nord-Ouest vers le Sud-Ouest



Photo 3 depuis le Nord-Est vers le Nord-Ouest



Photo 4 depuis le Nord-Est vers l'Est



3.3. Historique d'évolution du parcellaire étudié et de ses abords

Les photos aériennes (remonterletemps.fr et GoogleEarth) suivantes permettent de voir l'évolution du site du projet et de son secteur d'aménagement.



1945 : Parcellaire agricole au sein d'un réseau bocager, le terrain est situé sur une parcelle bordée de haies au Nord et à l'Est. Il n'existe aucune limite physique ancienne pour l'Ouest et le Sud.

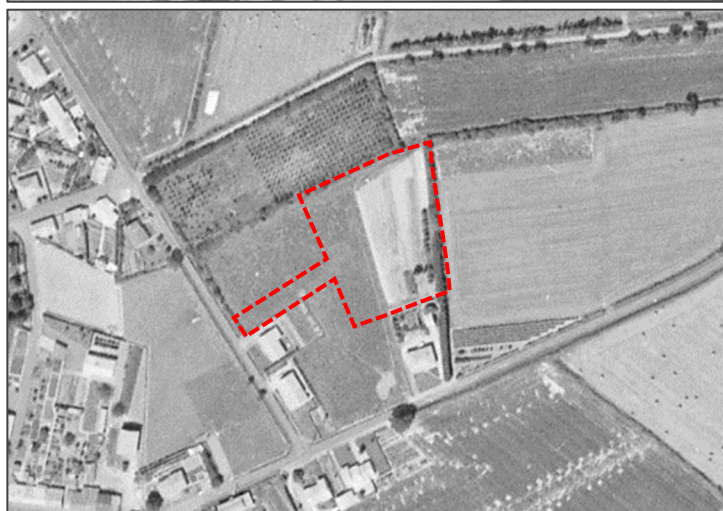
 Périmètre du projet



1977 : Le périmètre étudié comporte deux zones différenciées correspondant à une surface agricole (cultures ?) et une surface dédiée à la maison d'habitation au Sud-est du périmètre du projet (à laquelle appartient le jardin planté d'arbres) construite au milieu des années 70.

L'urbanisation se développe fortement durant ces années en extension du centre-bourg vers l'Est et le Nord.

La parcelle située au Nord du périmètre apparaît comme cultivée.



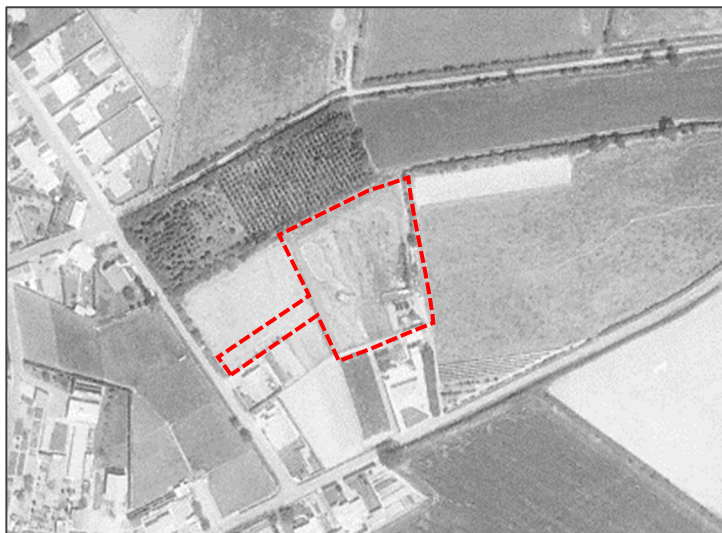
1992 : Les maisons d'habitations situées au Sud-ouest du chemin d'accès vers le projet sont construites.

Une plantation de Peupliers a été faite sur la parcelle située au Nord.

Quelques arbres sont apparents à l'Est du périmètre (haie/plantation verger ?). la haie en limite Est est toujours existante.

La haie située au Nord semble avoir été arrachée.





1997 : La maison au Sud voit son périmètre de foncier agrandi : une mare est aménagée au Nord-ouest de son terrain et d'autres aménagements et plantations sont identifiables au Sud-est, une partie de la haie Est est arrachée.



2001 : Le chantier de la RD160 à l'Est a débuté, il est possible de voir les terrassements et arrachages de haies. De nouvelles maisons d'habitation sont bâties au Nord du chemin d'accès vers le projet. La peupleraie sur la parcelle Nord s'est bien développée.



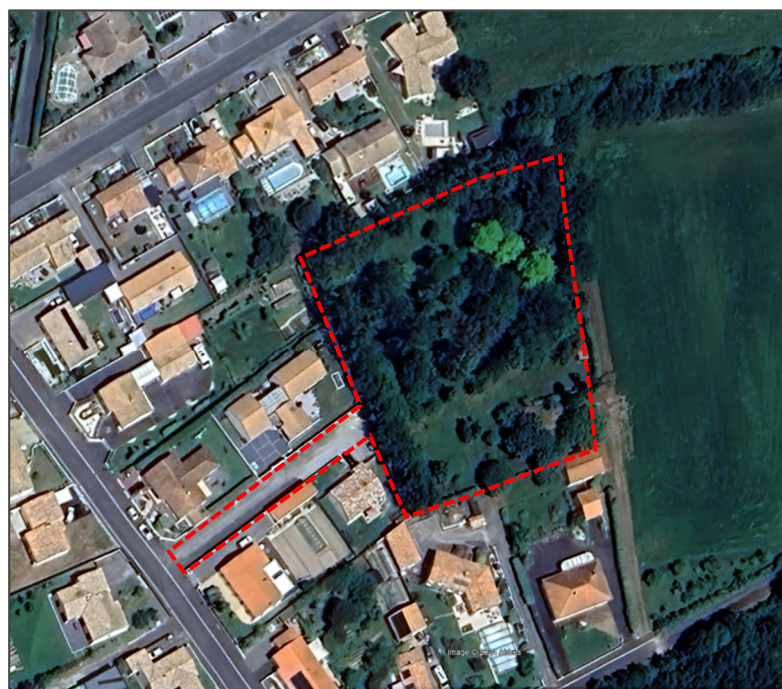
2010 : La peupleraie est arrachée, remplacée par un lotissement au Nord du périmètre. Dans ce dernier, aucun aménagement particulier n'est noté dans la jardin d'agrément.





2022 : Le parcellaire étudié est couvert par le développement des arbres plantés depuis le milieu des années 2000. Le chemin d'accès est visible car gravillonné.

Le secteur s'est boisé à l'Est avec les compensations des haies arrachées pour le passage de la RD160.



2023



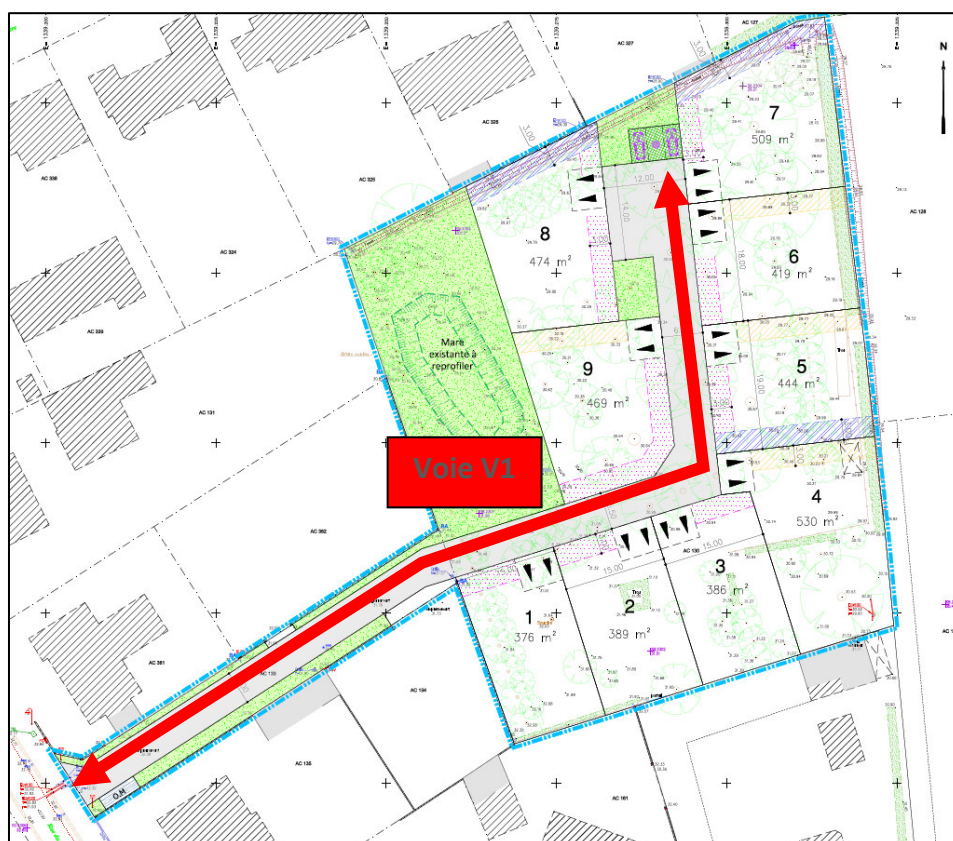
4.1.1. Dessertes

La desserte des lots du projet sera assurée par une voie V1 qui s'intégrera le mieux possible à la topographie du terrain naturel (voir plan de desserte ci-après) :

Voie unique V1 :

Cette voie en impasse depuis la rue du Plassis, aura les caractéristiques suivantes :

- une chaussée partagée (automobile, cycle et piéton) de 5,00 à 6,00 m de largeur
- 3 places de stationnement perpendiculaires réalisées en revêtement perméable de type pavés béton à joints engazonnés.



Liaisons viaires sur le lotissement "Les Landes de Gabin" (GEOUEST, février 2024)

4.1.2. Aménagements paysagers

La mare existante sera reprofilée et permettra de gérer les eaux pluviales d'une partie du projet.

La haie existante en limite Est avec la zone agricole sera conservée ou replantée par les acquéreurs afin de conserver un écran végétal.

Afin d'être conforme aux dispositions de l'article 1AU 13 du PLU, au moins 54% (1180m²) des espaces communs du lotissement sera composé d'espaces enherbés. De plus, il sera imposé qu'au moins 20% de la surface des parcelles privatives soit végétalisée.



4.1.3. Réseaux "Eaux pluviales" et "Eaux usées"

a. Réseaux d'assainissement "eaux pluviales"

Les eaux pluviales ne doivent pas se déverser directement ou indirectement sur la voie publique ou l'espace collectif.

La gestion des eaux des toitures et de ruissellement à la parcelle via des dispositifs de stockage, de traitement et d'infiltration devra être la première solution recherchée. Cependant l'aménageur réalisera des branchements individuels en souterrain sur lesquels les acquéreurs pourront se raccorder pour les eaux résiduelles.

Les eaux de ruissellement de la voirie et résiduelles des parcelles seront collectées par des canalisations de diamètre Ø 300 à 400 posées sous chaussée et espaces verts. Les eaux collectées seront dirigées gravitairement vers la mare à reprofiler et le fossé existant en limite Nord.

Avant rejet vers le fossé au Sud-Ouest du projet, ces eaux seront régulées par un ouvrage spécifique doté d'un ajutage afin d'évacuer les eaux avec un débit limité.

a. Réseaux d'assainissement "eaux usées"

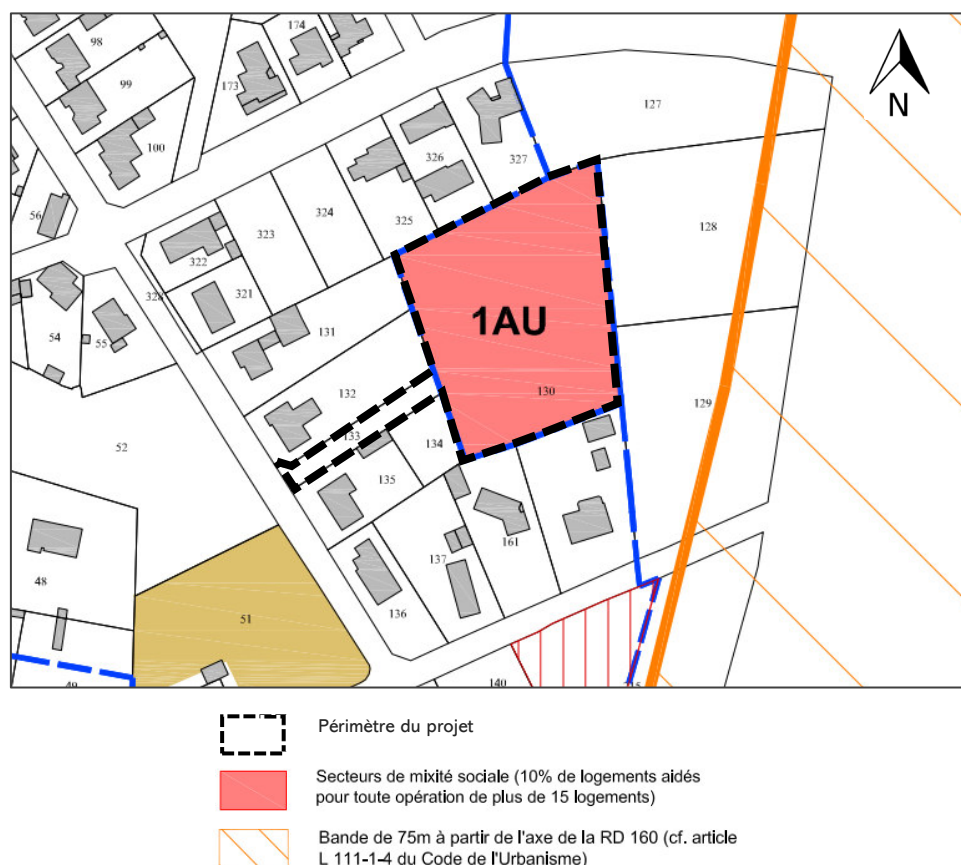
Le réseau "eaux usées" recueillera les eaux en provenance des constructions sur l'emprise du lotissement. Elles seront captées par des collecteurs Ø 200 mm posés sous chaussée et dirigées vers un poste de refoulement à mettre en place sur le projet avant d'être redirigé vers la rue du Plassis.



6. EXTRAIT DU DOCUMENT D'URBANISME

L'urbanisme de la Commune de Saint-Mathurin est régi par un Plan Local d'Urbanisme, dont la dernière procédure a été approuvée le 28 janvier 2019.

Le parcellaire concerné par la présente demande est classé en zones 1AU correspondant à des secteurs à caractère naturel destinés à être ouverts à l'urbanisation, et UB correspondant aux zones à vocation principale d'habitat.



Extrait du PLU de la Commune de Saint-Mathurin, approuvé le 28 janvier 2019 (geoportail-urbanisme.fr)



7. MILIEUX NATURELS ET INVENTAIRES

La Commune de Saint-Mathurin est concernée par des inventaires et des zones de protection écologiques.

7.1. Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistiques et Floristique

a. Généralités

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) a été lancé en 1982 par le Ministère de l'Environnement. Il avait pour objectif de réaliser une couverture des zones les plus intéressantes au plan écologique, essentiellement dans la perspective d'améliorer la connaissance du patrimoine naturel national et de fournir aux différents décideurs un outil d'aide à la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement du territoire.

Ces zones sont classées en deux types :

- les ZNIEFF de type 1 constituent des secteurs caractérisés par leur intérêt biologique remarquable et doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement et de gestion
- les ZNIEFF de type 2 constituent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes et doivent faire l'objet d'une prise en compte systématique dans les programmes de développement.

b. Éléments sur la portée juridique des ZNIEFF

Une ZNIEFF correspond à l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs du patrimoine faunistique et floristique de notre pays, et le cœur de l'inventaire national du patrimoine naturel prévu par l'article L. 411-5 du Code de l'Environnement.

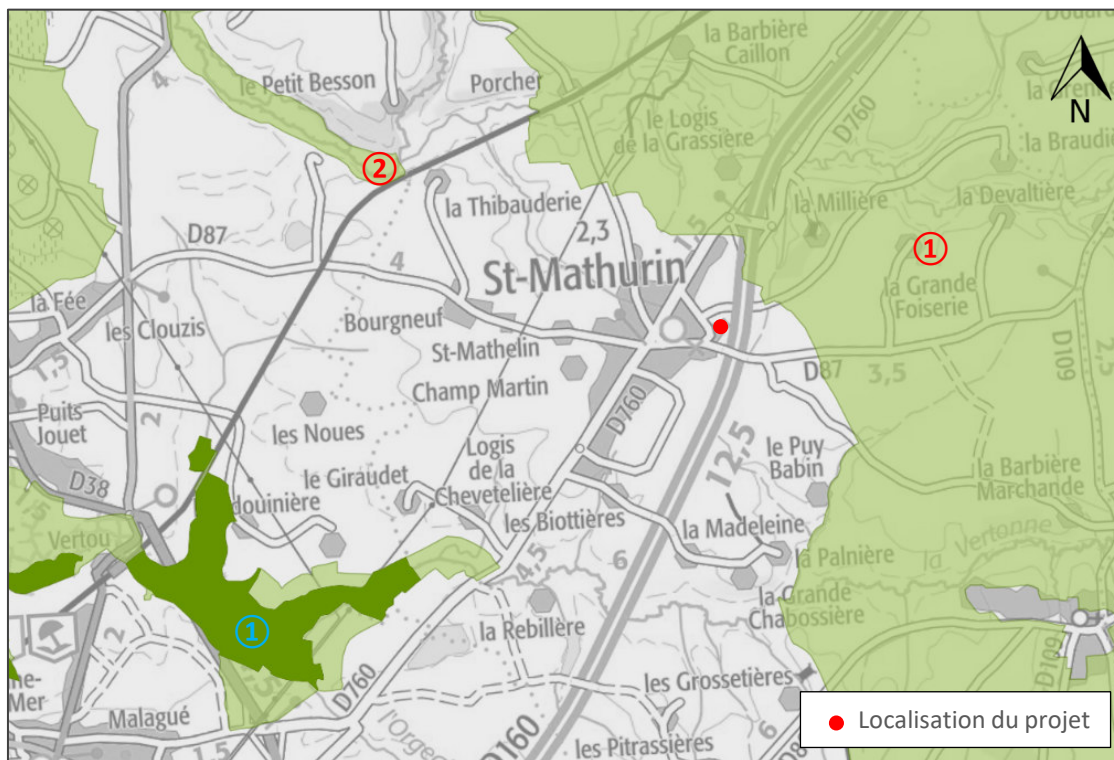
c. Détails des ZNIEFF sur le territoire communal de Saint-Mathurin et aux alentours du projet

La Commune de Saint-Mathurin (et ses alentours) est concernée par plusieurs ZNIEFF.

Tableau 1 : Tableau récapitulatif des ZNIEFF présentes aux alentours du site du projet

Périmètre	Intitulé	Situation du projet
ZNIEFF de type 2	① 520005733 "Bocage à Chêne Tauzin entre les Sables d'Olonne et la Roche-sur-Yon"	à 350 m au Nord-Est
	② 520005766 "Dunes, Forêt, Marais et Coteaux du Pays d'Olonne"	à 2,6 km au Nord-Ouest
ZNIEFF de type 1	① 520520003 "Vallée de la Vertonne"	à 2,9 km au Sud-Ouest





Cartographie des ZNIEFF sur le secteur de Saint-Mathurin (geoportail.fr)

Le projet ne se situe pas dans une ZNIEFF.

Il est placé non loin de la ZNIEFF de type II "Bocage à Chêne Tauzin entre les Sables d'Olonne et la Roche-sur-Yon".

Habitats répertoriés dans la ZNIEFF "Bocage à Chêne Tauzin entre les Sables d'Olonne et la Roche-sur-Yon" :

1.5 Commentaire général

Cet ensemble bocager relativement préservé est intéressant par l'abondance des micro habitats mésophiles de talus permettant le développement d'une flore des landes avec notamment la Bruyère ciliée, *Potentilla montana* et l'*Asphodèle*.

La présence abondante du chêne Tauzin et du Chêne vert confère à ce secteur un caractère littoral.

Création de plans d'eau, infrastructure routière (La Roche, les Sables), l'intensification de l'agriculture (prairies temporaires) sont les principales menaces qui pèsent sur ce site.

Intérêt ornithologique pour la halte migratoire des Courlis corlieu.

Le site du projet ne comporte pas d'habitats écologiques répertoriés dans cette ZNIEFF : le parcellaire est occupé par un jardin d'agrément, planté d'arbres dans les années 2000 et aujourd'hui bien développés. Il ne comporte pas de trame bocagère.

La mare artificielle, creusée fin des années 90, n'est pas bordée d'habitat écologique notable.

Le projet ne comporte pas d'habitats de la ZNIEFF "Bocage à Chêne Tauzin entre les Sables d'Olonne et la Roche-sur-Yon".



7.2. Stratégie de Création d'Aires Protégées

a. Définition

La Stratégie de Création d'Aires Protégées est une stratégie nationale visant à améliorer la cohérence, la représentativité et l'efficacité du réseau métropolitain des aires protégées terrestres en contribuant au maintien de la biodiversité, au bon fonctionnement des écosystèmes et à l'amélioration de la trame écologique (inpn.mnhn.fr).

L'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie constituent une des mesures prioritaires du Grenelle de l'Environnement, définie par la loi n°2009-967 du 3 août 2009 (art.23) et **réaffirmée très récemment dans le cadre de la conférence environnementale de 2016** : les prochains objectifs de la SCAP (publication d'un bilan de la SCAP et lancement d'un nouveau diagnostic patrimonial) ont ainsi été inscrits au titre de la mesure 11b de la feuille de route pour la transition écologique 2016.

L'objectif est de placer au minimum 2 % du territoire terrestre métropolitain sous protection forte d'ici l'horizon 2019.

L'objectif qualitatif afférent est que le réseau d'aires protégées ainsi créé soit cohérent, connecté et représentatif de la protection du patrimoine naturel (biologique et géologique).

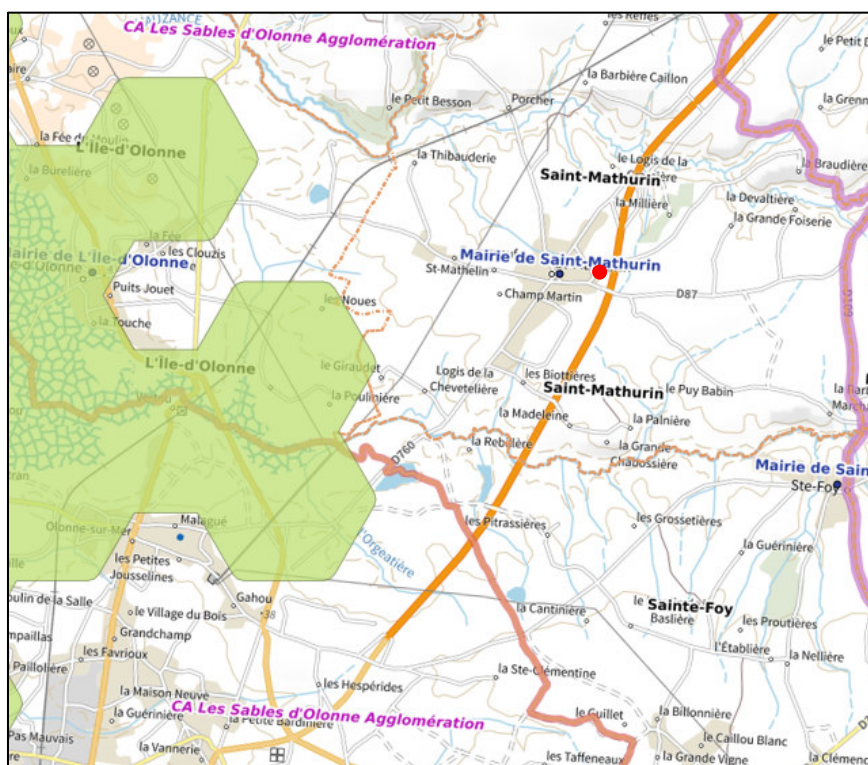
La SCAP repose sur une méthodologie nationale et un **diagnostic national du patrimoine naturel** (faune, flore et habitat) et géologique coordonné par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) à la demande du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Une liste nationale d'espèces et d'habitats prioritaires pour la désignation de nouvelles aires protégées a été construite en mobilisant des experts scientifiques du MNHN, de la FCBN, de l'OPIE et de l'ONEMA. Cette liste est déclinée dans le cadre d'une démarche participative régionale pour prendre au mieux en considération les enjeux de conservations.

b. Sur le territoire de Saint-Mathurin

Dans le secteur de Saint-Mathurin, **une SCAP est identifiée. Il s'agit de la SCAP 060 "Dune, Forêt et marais d'Olonne".**





Extrait de la cartographie des SCAP (carto.sigloire.fr)

7.3. Arrêté de Protection de Biotope

Les arrêtés de protection de biotope (APB ou APPB) sont des actes administratifs pris en vue de préserver les habitats des espèces protégées, l'équilibre biologique ou la fonctionnalité des milieux.

Les arrêtés de protection de biotope visent à protéger les habitats nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées.

La Commune de Saint-Mathurin ne comporte pas de zone désignée par un Arrêté de Protection de Biotope sur son territoire. **Le plus proche est "L'Ileau de Champclou", localisé à 6,5 km au Sud-Ouest du projet.**





Localisation du périmètre d'Arrêté de Protection Biotope le plus proche

7.4. Périmètre NATURA 2000

7.4.1. Généralités

Le réseau NATURA 2000 est un réseau européen de sites naturels protégés. Il a pour but de favoriser la biodiversité en assurant le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire, et d'assurer la protection de sites naturels européens. Ces prérogatives de gestion tiennent compte des exigences économiques, sociale, culturelles ainsi que des particularités locales.

Le volet réglementaire porté par la procédure NATURA 2000 concerne tous les habitats et espèces d'intérêt communautaire présents dans le site.

Sur la base des observations scientifiques, la Directive 92/43/CEE prévoit la création d'un réseau "NATURA 2000" qui regroupe l'ensemble des espaces désignés en application :

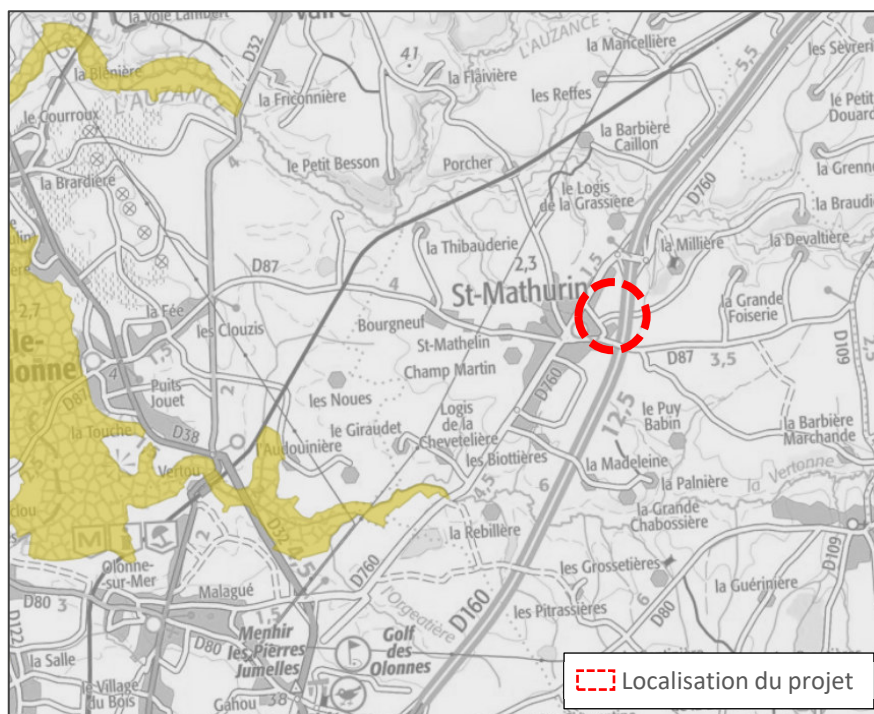
- de la Directive "Oiseaux" (1979) : les Zones de Protection Spéciale (ZPS)
- de la Directive "Habitats-Faune-Flore" (1992) : les Sites d'Intérêt Communautaire devenus ensuite les Zones Spéciales de Conservation (SIC-ZSC).

Ces Directives établissent une liste des espèces d'oiseaux, des habitats naturels et des espèces animales (autres que les oiseaux) et végétales pour lesquels les États membres doivent désigner des sites sur leur territoire afin de les conserver.



7.4.2. Sur le territoire communal et les secteurs alentours

Un site Natura 2000 est présent sur la Commune de Saint-Mathurin. Il s'agit du site "Dunes, Forêt et marais d'Olonne (FR5200656), localisé à 2,6 km au Sud-Ouest.



Sites NATURA 2000 (geoportail.fr)

7.5. Parc Naturel Régional

Le Parc Naturel du Marais Poitevin est un parc naturel régional français créé en 1979, qui fut déclassé au 31 décembre 1996 en raison de l'échec de sa mission de préservation de l'environnement d'une grande zone humide. Un décret du 21 mai 2014 lui réattribue ce label.

Trois Départements dans 2 Régions sont concernés par la mise en œuvre du PNR du Marais Poitevin (FR8000050). L'organisme de gestion du Parc naturel régional (PNR) du Marais Poitevin est un Syndicat mixte.

La Commune de Saint-Mathurin n'est pas située dans le territoire couvert par le PNR, elle en est éloignée de 19 km vers le Nord-Ouest.





Extrait de plan IGN avec le Parc Naturel régional du Marais Poitevin (geoportail.gouv.fr)

7.6. Contextes "zones humides" et écologie

Les zones humides sont des "terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année" (art. L.211-1 du Code de l'Environnement).

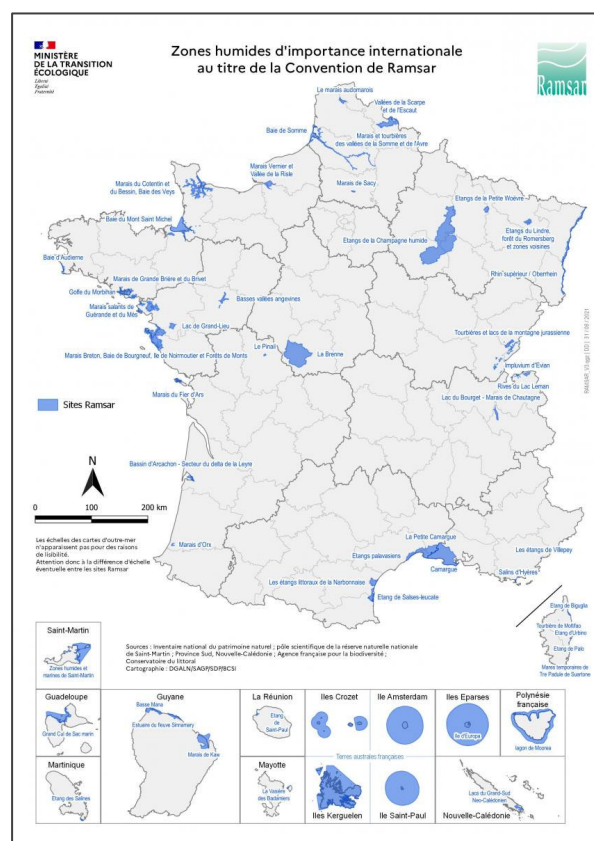
7.6.1. Convention internationale sur les zones humides : Convention de RAMSAR

La Convention sur les zones humides ou convention de RAMSAR est un traité intergouvernemental adopté le 2 février 1971 à Ramsar (Iran). Les signataires de cette Convention, que la France a ratifiée en 1986, ont pour objectif d'une part la constitution d'un réseau de sites d'importance internationale, les "sites Ramsar", mais aussi, plus largement, la conservation et l'utilisation rationnelle de l'ensemble des zones humides.

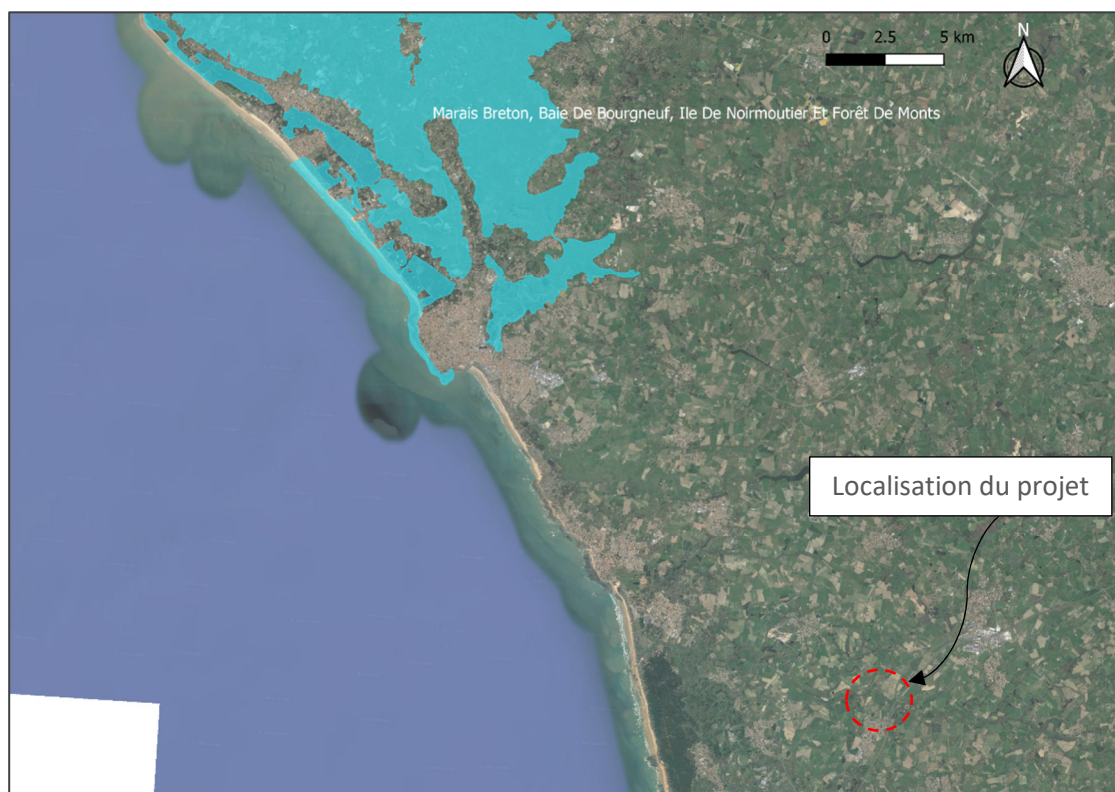


L'inscription d'un site à la convention de Ramsar ne crée pas d'obligations réglementaires ni d'effets juridiques spécifiques. Ramsar est un label qui récompense et valorise sur le plan international les territoires de zones humides riches en biodiversité ainsi que les acteurs qui contribuent à leur préservation et gestion durable.

Signataire de la Convention de Ramsar en 1971, la France a ratifié ce traité en 1986. Elle s'est alors engagée sur la scène internationale à préserver les zones humides de son territoire. A ce jour (octobre 2021), 52 sites Ramsar s'étendent sur une superficie de plus de 3,7 millions d'hectares, en métropole et en outre-mer.



Le site RAMSAR le plus proche est localisé à 22 km au Nord-Ouest du projet. Il s'agit du "Marais Breton, Baie de Bourgneuf, Ile de Noirmoutier et Forêt de Monts".



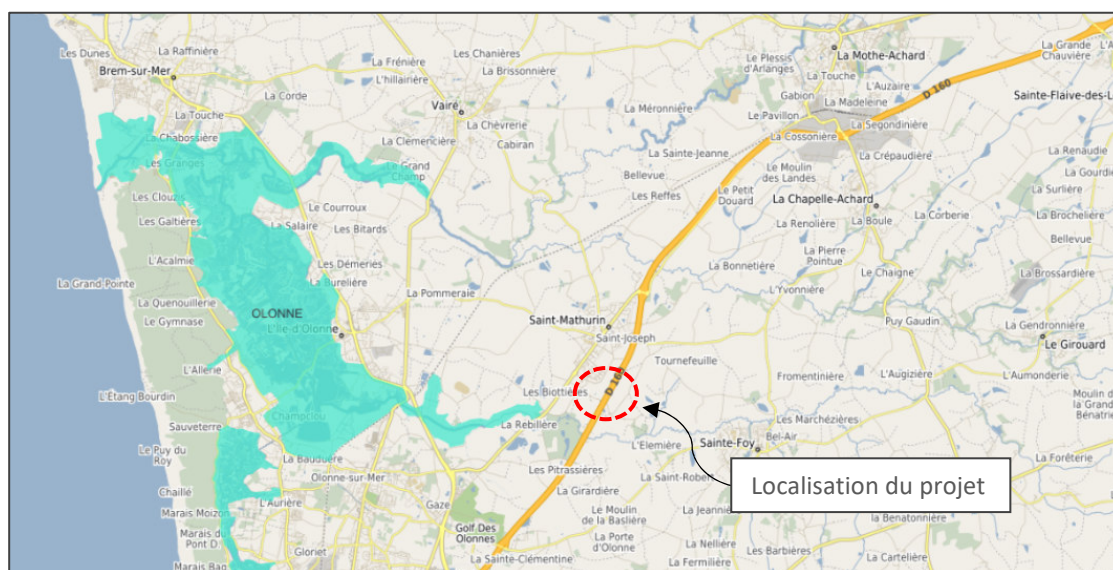
Localisation des sites RAMSAR les plus proches du site d'étude (geoportail.gouv.fr)



7.6.2. Les zones humides d'importance majeure (ZHIM)

Une carte des zones humides sur le territoire français a été élaborée par le SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques) avec l'appui du Muséum national d'histoire naturelle à partir de couches géographiques disponibles au plan national en 2009. Ont été utilisés, l'inventaire des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) de type I et II à caractère humide de première génération, l'occupation du sol issue de l'inventaire biogéographique CORINE Land Cover 2006 et la liste des SIC (site d'intérêt communautaire) comprenant des habitats humides.

La Zone Humide d'Importance Majeure la plus proche est située à environ 2 km au Sud-Ouest du projet. Il s'agit de la zone "Olonne" (FR51100501).



Carte des sites désignés en "Zone humide d'importance majeure" sur le territoire Sud vendéen (carto.sigloire.fr)

7.6.3. Les zones humides pré-localisées par la DREAL

Le Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides est un outil animé par le syndicat mixte du Forum des Marais Atlantiques. Les objectifs fondamentaux poursuivis par le réseau et les partenaires sont :

- l'amélioration de la connaissance à la fois des acteurs et de leurs actions mais également des zones humides ;
- le renforcement du fonctionnement en réseau des acteurs pour la valorisation collective de l'information géographique ;
- la création d'une interface de consultation de données et d'informations géographiques sur les zones humides et les rivières (prise en compte du bassin versant).

Cette dernière dresse la **cartographie des zones humides inventoriées** par les membres et les partenaires du réseau ainsi que des données s'y rapportant (eau, environnement, acteurs...). De nombreuses couches d'information sont disponibles, sur des secteurs variés. Pour le territoire de la Vendée, 3 de ces couches sont particulièrement pertinentes :

- **"Zones humides effectives"** : cette donnée géographique multipartenariale présente un **inventaire (non exhaustif) des zones humides** (ou potentiellement humides dans



certain cas) sur l'ensemble des bassins hydrographiques Adour-Garonne, Loire-Bretagne, Seine-Normandie, Artois-Picardie et Rhin-Meuse. Les données proviennent de plusieurs sources, et notamment d'inventaires locaux, de numérisation à partir d'orthophotoplans ou des périmètres de syndicats de marais.

- **"Zones humides probables en Vendée"** : cette donnée est le résultat d'une étude régionale de pré-localisation des marais et des zones humides menée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire en 2007. Ce travail a été établi sur le SIG MAPINFO par **photo-interprétation et croisement des données existantes** (BD Ortho 2001 et 2006, MNT, réseau hydrographique, cartes géologiques, ...).
- **"Pré-localisation des zones humides – 2023 (avec seuil)"** : cette donnée est le résultat d'un travail mené par une équipe pluridisciplinaire (LETG-UMR 6554 CNRS-Université de Rennes 2 - PatriNat (OFB-MNHN) - Institut Agro Rennes-Angers - INRAE - Agence de l'eau RMC - Tour du Valat), visant à établir **une cartographie à l'échelle nationale des probabilités de présence de zone humide** en tout point du territoire. La cartographie utilisée ne fait apparaître que les zones humides dont la **probabilité de présence dépasse un seuil significatif**.



- Périmètre étudié
- Zones humides effectives
- Zones humides probables en Vendée
- Milieu probablement non humide
- ■ Milieu probablement humide (probabilité assez forte)
- Milieu probablement humide (probabilité forte)
- Milieu probablement humide (probabilité très forte)
- Zone en eau
- Milieu probablement humide artificialisé

*Superposition des cartographies de pré-localisation des zones humides sur le secteur étudié
(SIG Réseau zones humides (reseau-zones-humides.org – février 2024))*



Selon cette cartographie, tout un espace serait humide potentiellement au Nord-est du parcellaire. La mare est signalée sur cette cartographie.

7.6.4. L'inventaire du SAGE Auzance, Vertonne et cours d'eau côtiers

La Commune de Saint-Mathurin est localisée au sein du périmètre du SAGE Auzance, Vertonne et cours d'eau côtiers. Le Syndicat Mixte qui gère le SAGE a réalisé un inventaire des zones humides présentes sur le territoire entre 2008 et 2012.

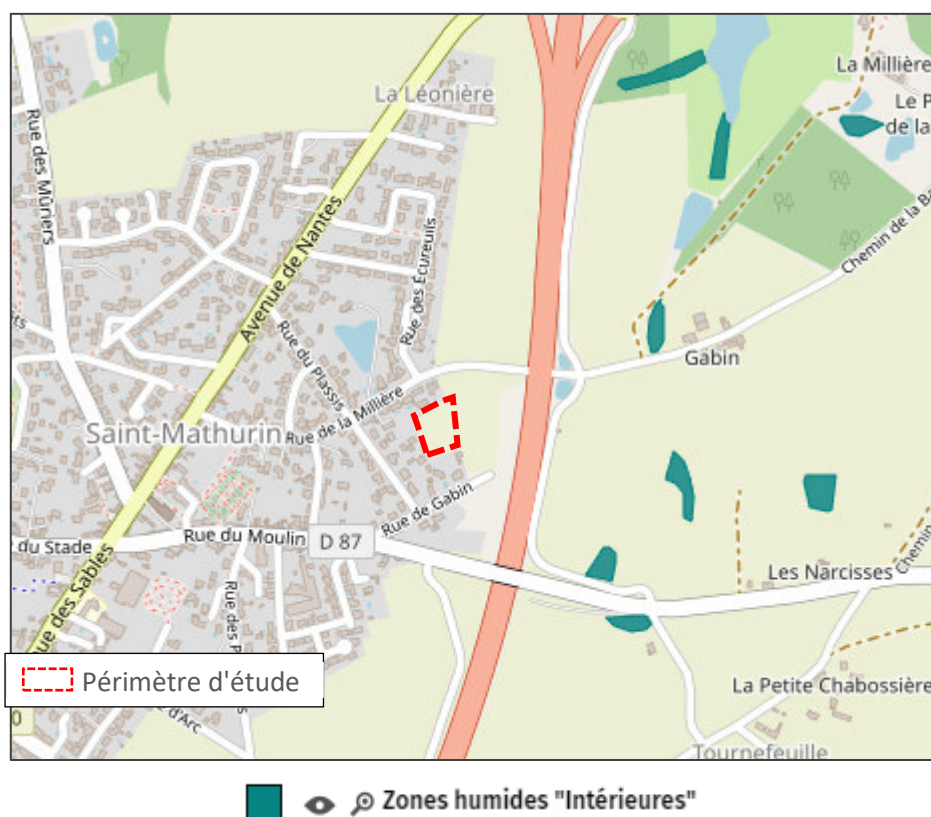


Figure 1 : Cartographie des zones humides (Syndicat mixte Auzance, Vertonne et Cours d'eau côtiers)

Selon cet inventaire, **aucune zone humide n'est identifiée au sein du parcellaire**, mais il est toutefois à noter que le Syndicat Mixte n'est probablement pas intervenu sur ce parcellaire privé.

7.6.5. L'inventaire communal

La Commune de Saint-Mathurin est dotée d'un PLU dont la dernière procédure a été approuvée le 28 janvier 2019.

Le PLU répertorie les zones humides sur le territoire de la Commune.





Extrait du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28 janvier 2019

Cette carte ne fait apparaître **aucune zone humide sur le périmètre du projet.**

7.7. Diagnostic dans ce projet

Le diagnostic effectué est joint dans un dossier annexe.

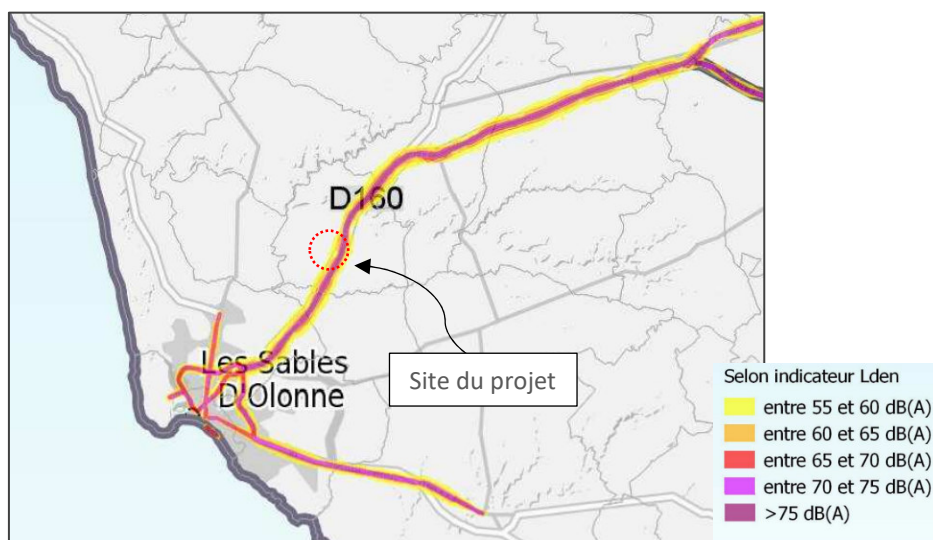
8. PREVENTION DU BRUIT

Un plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) des infrastructures routières et autoroutières de l'État dans le Département de la Vendée a été piloté par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer 85 (DDTM), avec l'assistance du centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) Ouest.

L'Arrêté Préfectoral n°01/DDE/221 relatif au classement acoustique des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit concernant : Une voie communale de Montaigu et **les routes départementales** à l'exception des sections situées sur le territoire des communes de Challans, Château d'Olonne, Fontenay-le-Comte, Les Herbiers, Olonne sur Mer, La Roche sur Yon, Les Sables d'Olonne.

Ce plan fournit des cartographies du bruit qui permettent d'identifier les infrastructures routières particulièrement concernées par cet enjeu.



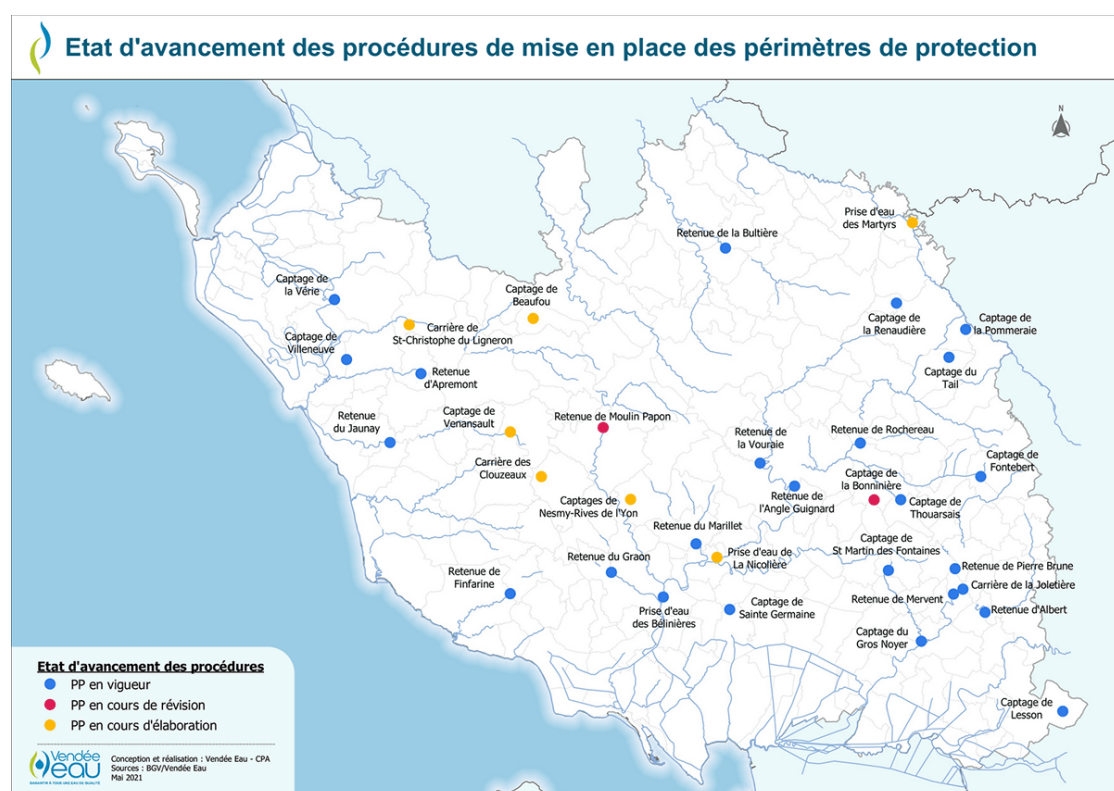


Carte d'exposition au bruit en Vendée (en Lden, le jour)

La Commune de Saint-Mathurin n'est pas concernée par une Plan de prévention du bruit dans l'environnement.

9. CAPTAGE D'EAU POTABLE

Le captage d'eau potable le plus proche du site du projet se situe au niveau de la retenue de Jaunay. Cette dernière est localisée à environ 13 km au Nord du projet. Trop éloigné, ce dernier n'est localisé dans aucun des périmètres de protection désignés pour cette retenue.

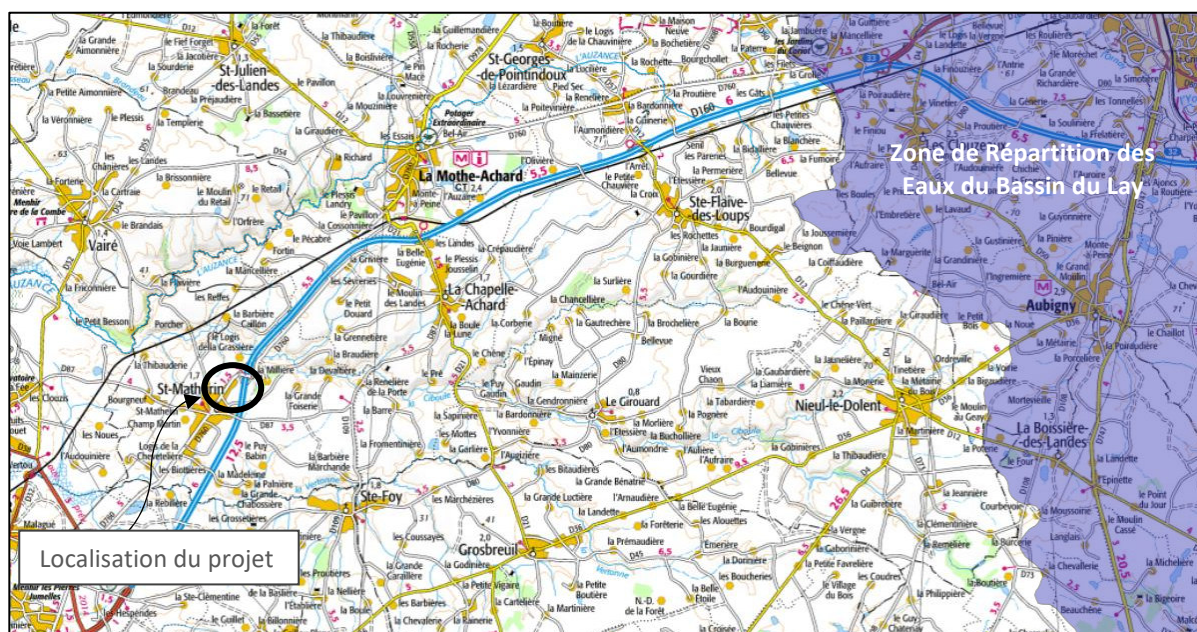


10. ZONES DE REPARTITION DES EAUX (ZRE)

"Une "zone de répartition des eaux" est caractérisée par une insuffisance quantitative chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. L'inscription d'une ressource (bassin hydrographique ou système aquifère) en ZRE constitue **le moyen pour l'État d'assurer une gestion plus fine des demandes de prélèvements dans cette ressource**, grâce à un abaissement des seuils de déclaration et d'autorisation de prélèvements.

Elle constitue un **signal fort de reconnaissance d'un déséquilibre durablement instauré entre la ressource et les besoins en eau**. Elle suppose en préalable à la délivrance de nouvelles autorisations, l'engagement d'une démarche d'évaluation précise du déficit constaté, de sa répartition spatiale et si nécessaire de sa réduction en concertation avec les différents usagers, dans un souci d'équité et un objectif de restauration d'un équilibre." (pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr)

Selon la cartographie des zones des répartition des eaux en Pays de la Loire, une ZRE est identifiée sur Noirmoutier, et une ZRE recouvre tout un territoire présent sur le versant du Lay. Le projet est éloigné de ce périmètre de 13 km environ.



*Zone de répartition des eaux du bassin versant du Lay (en bleu)
(carmen.developpement-durable.gouv.fr)*



11. RISQUES MAJEURS

Le risque majeur est la possibilité qu'un événement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionne des dommages importants et dépasse les capacités de réaction de la société.

11.1. Documents d'informations et d'alerte

11.1.1. Dossier Départemental des Risques Majeurs

Face aux catastrophes naturelles ou technologiques, les hommes ont des réactions qui mêlent souvent un sentiment de fatalité à un rejet du risque. Or, le risque existera toujours mais tout doit être mis en œuvre pour en réduire la probabilité et les conséquences éventuelles. Le **Dossier Départemental des Risques Majeurs** est un dossier présentant ces risques, réalisé par département, les moyens de les prévenir, leurs faire face et de les contourner. La dernière version du DDRM de Vendée date de 2019.

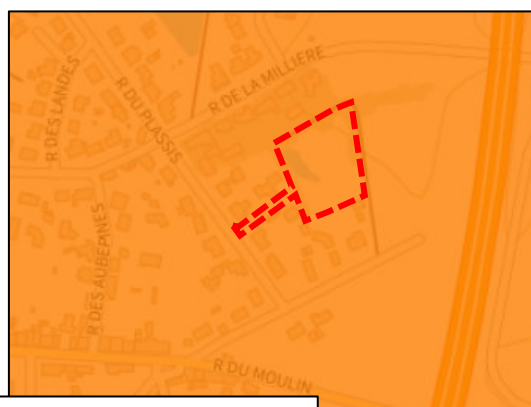
La **Commune de Saint-Mathurin** est concernée par les risques présentés ci-dessous dans le tableau.

Nom de la commune	Code Insee	Risques littoraux	Risque inondation	Risque mouvement de terrain Cavité / éboulement	Retrait gonflement argile	Risque sismique	Risque feu de forêt	Risque météorologique	Risque Radon	Risque industriel	Risque rupture de barrage	Risque TMD	Risque minier	Risque radiologique
Saint-Mathurin	85250		X		X	X		X	X			X		

11.2. Risques naturels et technologiques

Risque "Séisme"

Comme tout projet en Vendée, le projet peut subir **les risques sismiques** (failles présentes sur l'Est du Département) ainsi que les aléas météorologiques (tempêtes, orages...).



Légende :

	Sismicité très faible	FAIBLE
	Sismicité faible	
	Sismicité modérée	MODÉRÉ
	Sismicité moyenne	
	Sismicité forte	IMPORTANT



Risque "Retrait gonflements des argiles"

La carte des aléas (Cf carte suivante) montre que le projet est situé dans une zone d'exposition faible au risque.



Risque "Météorologique"

Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique, ou dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes (température, teneur en eau).

De cette confrontation naissent notamment des vents pouvant être très violents. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89 km/h (soit 48 nœuds, degré 10 de l'échelle de Beaufort).

Le projet est autant concerné par ce risque que n'importe quel aménagement sur le secteur.

Risque "Inondation"

La Commune de Saint-Mathurin est concernée par le risque "Inondation".

Arrêtés de catastrophes naturelles pour la ville de Saint-Mathurin				
Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le J.O. du
Inondations, coulées de boue, mouvements de terrain et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010
Inondations et coulées de boue	20/06/1983	27/06/1983	03/08/1983	05/08/1983
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

La Commune de Saint-Mathurin est concernée par le risque inondation terrestre au Nord-Ouest (crue de l'Auzance) et au Nord-Est (crue de la Ciboule) de la Commune. Le projet est situé en dehors de ces zones.



Risque "Radon"

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

Une exposition régulière, pendant de nombreuses années, à des concentrations excessives de radon accroît le risque de développer un cancer du poumon (le Radon est classé dans le groupe 1 de la classification du Centre International de Recherche sur le Cancer-CIRC). Il est admis que cet accroissement est proportionnel à la concentration de radon dans l'air inhalé et au cumul des expositions.

Le risque "Radon" est faible sur le territoire communal.



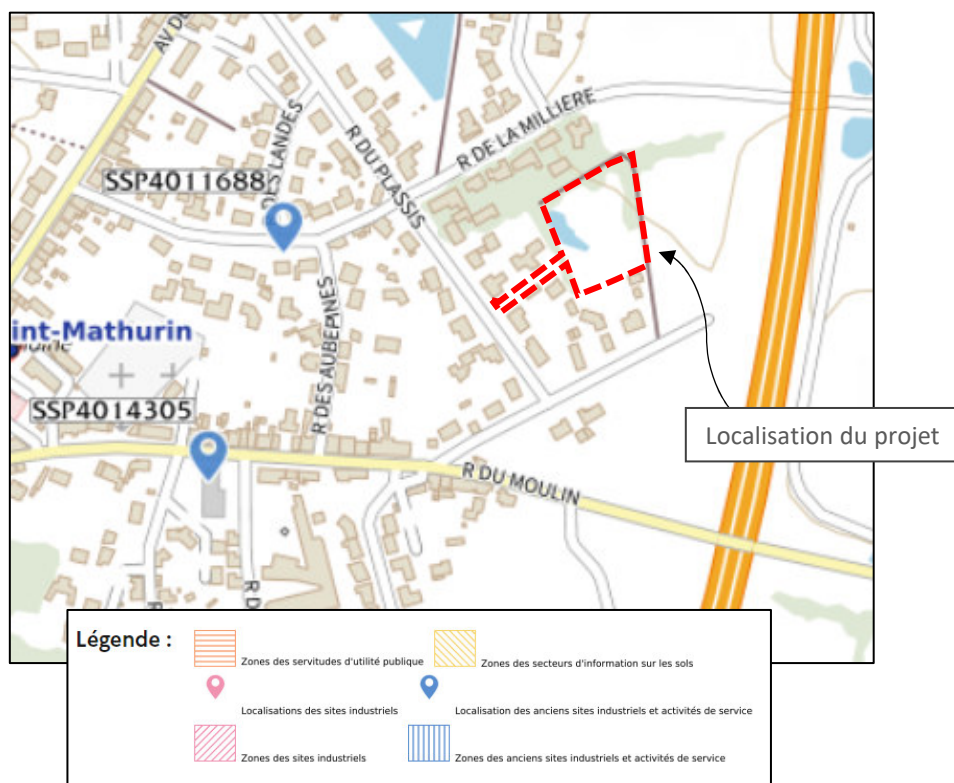
11.3. Risques technologiques et industriels

Le projet peut être concerné par le risque "Transport de Matières Dangereuses". Cependant, il n'est pas situé proche d'une zone traversée par une canalisation de gaz naturel. Aucune ICPE n'est située à proximité du projet.

11.4. Sites industriels et pollués

"Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement."





Le site lui-même ne comportait pas d'activité à risque pour l'environnement, à risque de pollution.

Aucune activité industrielle n'est recensée dans le secteur ; 2 anciens sites industriels ou activités de service sont situés à moins de 500 m.

12. SITES CLASSES ET SITES INSCRITS

Le **site classé** est une protection forte qui correspond à la volonté du strict maintien en l'état du site désigné, ce qui n'exclut ni la gestion ni la valorisation. Le classement est prononcé par arrêté du ministre de l'Environnement ou décret en Conseil d'Etat. Il a pour conséquence que tout propriétaire ou occupant est tenu à la délivrance d'une autorisation pour toute modification de l'aspect d'un site (travaux d'urbanisme, remembrement, abattage d'arbres,...). La décision de délivrance appartient au Préfet pour les "petits travaux" (art. R421-1, art. R422-1 et 2 du Code de l'Urbanisme) ou au ministre de l'Environnement dans les autres cas (permis de construire,...) après avis de la Commission Départementale des Sites.

Le **site inscrit** constitue une garantie minimale de protection en soumettant tout changement d'aspect du site à déclaration préalable. L'inscription est prononcée par arrêté du ministre de l'Environnement. Elle a pour conséquence que tout propriétaire ou occupant doit informer l'administration quatre mois à l'avance de leur intention de procéder à des travaux autres que ceux qui correspondent à l'exploitation courante des fonds ruraux et à l'entretien normal des constructions.

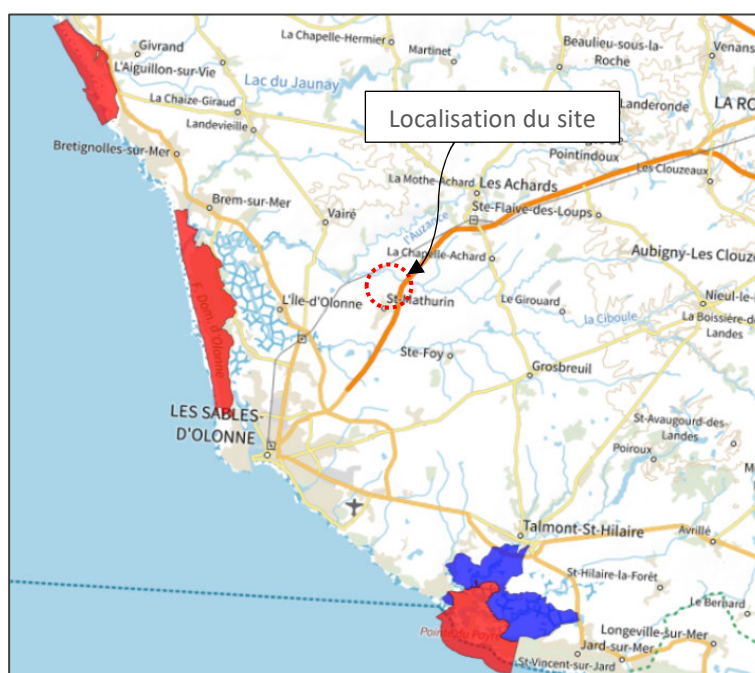
La Commune de Saint-Mathurin ne comporte ni Site inscrit ni Site Classé sur son territoire.



Les sites les plus proches du projet sont :

- **Site classé** : "Les Dunes du Jaunay et de la Sauzaie" (85 SC 30), localisé à environ 17 km au Nord-Ouest
- **Site classé** : "La Forêt d'Olonne et le Havre de la Gachère" (85 SC 28), localisé à environ 8 km à l'Ouest
- **Site inscrit** : "Les Marais et villages du Veillon" (85 SI 05 b), localisé à environ 13 km au Sud
- **Site classé** : "La Pointe du Payré, les Marais et le Bois Veillon" (85 SC 05 c), localisé à environ 14,5 km au Sud.

Le projet n'est pas situé au sein ou à proximité d'un site classé ou inscrit, il n'est pas donc pas concerné par les conséquences de ces protections.



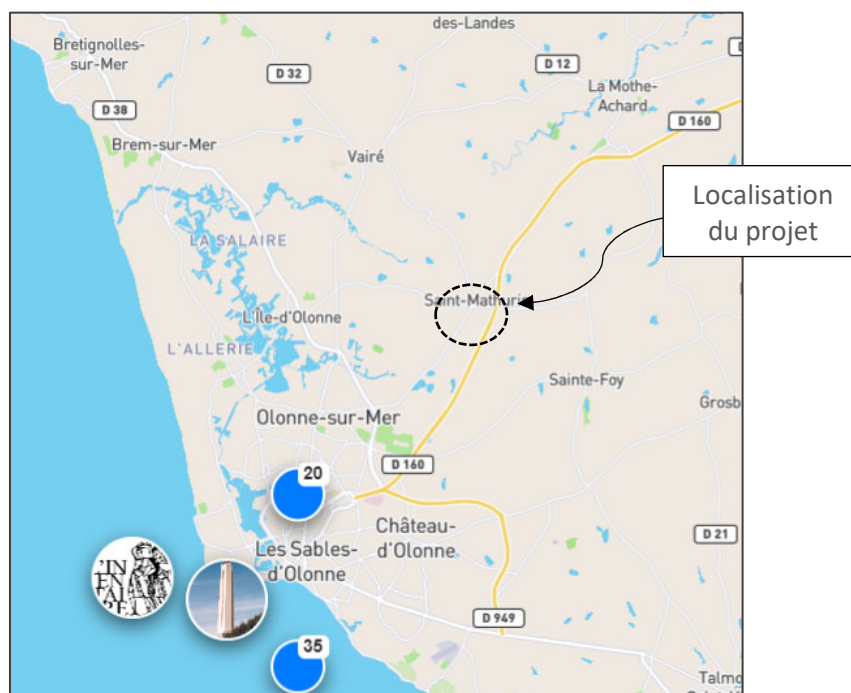
Carte des sites inscrits et classés aux alentours du projet (sigloire.fr)

13. MONUMENTS HISTORIQUES

Le territoire national contient nombre de monuments historiques, recensés pour la plupart dans la base de données Mérimée (DREAL Pays de la Loire).

Riche d'environ 160 000 notices, la base **Mérimée** recense le **patrimoine monumental français** dans toute sa diversité : architecture religieuse, domestique, agricole, scolaire, militaire et industrielle. Elle est mise à jour périodiquement.





Localisation des Monuments Historiques (pop.culture.gouv.fr)

Le territoire de Saint-Mathurin ne comporte aucun monument inscrit. Les plus proches sont localisés aux Sables d'Olonne, à environ 8 km au Sud-Ouest du projet.

14. PROGRAMMES D'AMENAGEMENT DANS LE SECTEUR

Sur le secteur des Achards, la DREAL a donné ses avis :

- En urbanisme :
 - Le lotissement "Porte Océane" – Permis d'aménager accordé en 2019
 - Le lotissement "Les Lauriers" – Permis d'aménager accordé en 2012
- pour les projets soumis à demande d'examen au cas-par-cas :
 - en 2023, Boisement de terres agricoles - M. ELIE
 - en 2018, Modification n°2 du PLU de la Commune de Saint-Mathurin
- pour les projets soumis à étude d'impact :
 - en 2020, Projet expérimental pour le recyclage indirect des eaux usées – sécurisation de la production d'eau potable – Vendée Eau

Également, sur le territoire communal, il a été déclaré les projets suivants au titre de la Loi sur l'eau :

- Aménagement du lotissement à usage d'habitation "La Milière " - régime Déclaratif – Juin 2023

Aucun de ces projets n'a d'interface avec le projet d'aménagement du lotissement.

